

Discours de M. Max Petitpierre
Président de la Confédération

Cette dernière année a été fertile en événements. Elle a été marquée par une accentuation de la détente qui s'est manifestée de plusieurs manières.

Il faut relever pour commencer que la détente actuelle est due essentiellement, pour ne pas dire exclusivement, au revirement intervenu dans la politique de l'URSS. Ce revirement s'est produit après la mort de Staline. On affirme qu'il aurait été amorcé de son vivant, mais on n'a aucune preuve à cet égard.

Il n'est pas inutile de rappeler les principales étapes de la politique soviétique après la guerre.

Au début, l'URSS, ou si l'on veut Staline, a cherché à retirer le maximum d'avantages et de profit de la guerre et de la victoire, et cela pour son pays et pour le communisme. Il n'a pas craint d'obtenir ces avantages au prix d'une rupture avec les alliés de l'URSS. Ses alliés, notamment à Yalta, lui avaient fait de substantielles concessions unilatéralement. Staline entendait aller au delà. Il pouvait avoir alors l'illusion que des pays occidentaux, comme la France et l'Italie, tomberaient à plus ou moins brève échéance sous la coupe de gouvernements communistes. Il ne faut pas oublier que Maurice Thorez fut en France vice-président d'un gouvernement présidé par le Général de Gaulle et qu'en Italie, les communistes ont participé au gouvernement de 1944 à 1947.

Cette politique, en sus des avantages territoriaux obtenus par l'URSS après la guerre, lui a permis de vassaliser les Etats de l'Europe orientale en leur imposant, grâce à l'occupation militaire soviétique, des régimes communistes contre la volonté de leur peuple et contre les principes de la Charte des Nations Unies, signée par l'URSS.

Dans la même ligne, ce furent les tentatives d'imposer le communisme à certains pays par la guerre civile ou par la guerre tout court: ainsi en Grèce et en Corée, et l'encouragement donné aux nationalismes antioccidentaux et antieuropéens en Asie et en Afrique.

Dans les pays occupés par l'armée rouge, Staline arriva à ses fins. En revanche, ailleurs ses tentatives ont abouti à des échecs, notamment en Corée et en Grèce. Mais ils eurent une autre conséquence négative pour l'URSS: le réarmement des Etats-Unis, l'organisation d'une défense militaire occidentale commune, le relèvement de l'Allemagne et son intégration à l'Occident.

Parallèlement, un autre phénomène se produisait: la renaissance de la Chine, alliée de l'URSS, aidée par l'URSS, mais



décidée à ne pas rester dans son sillage, mais à faire elle-même sa propre politique et à suivre sa propre voie. Cette renaissance de la Chine, pour autant que son régime actuel puisse subsister, est un des événements capitaux de notre époque. Elle a de l'importance, non seulement pour l'Asie et les voisins de la Chine, mais elle exerce vraisemblablement une influence sur l'évolution de la politique soviétique.

La politique de détente inaugurée par l'URSS en 1953 après la mort de Staline apparaît en contradiction avec la guerre froide qui a caractérisé le règne de celui-ci. On sait comment cette politique s'est manifestée: signature d'un armistice en Corée, Conférence sur les affaires asiatiques à Genève en 1954, signature du Traité d'Etat avec l'Autriche, voyage des dirigeants soviétiques à Belgrade, participation de l'URSS à des organisations et des conférences internationales à l'écart desquelles elle s'était tenue, établissement de relations dans toute sorte de domaines avec les pays non communistes.

La contradiction entre la politique de guerre froide et celle de détente n'est qu'apparente. Après avoir tiré le maximum de profit de la guerre froide et constaté qu'elle était arrivée à un stade où elle ne donnait plus que des résultats strictement négatifs pour l'URSS, il est assez naturel que les dirigeants soviétiques aient abandonné cette politique pour en commencer une nouvelle. Ils tiraient ainsi les conséquences des échecs subis par eux pendant la guerre froide.

Quels sont en réalité les buts poursuivis par la détente, c'est-à-dire par l'URSS? Il y en a vraisemblablement plusieurs, dont il est difficile d'établir l'ordre d'importance:

1) Consolider les conquêtes de l'URSS, territoriales ou idéologiques, consécutives à la guerre, c'est-à-dire obtenir une stabilisation de la configuration actuelle de l'Europe. A cet égard, c'est une politique conservatrice.

2) Affaiblir l'organisation militaire de l'Occident en enlevant toute justification aux efforts militaires entrepris au cours de ces dernières années sous l'influence de la guerre froide. Exercer pour cela une action sur l'opinion publique des pays occidentaux, notamment en France et en Allemagne. Encourager la répugnance instinctive des Français à l'égard d'un réarmement de l'Allemagne et exciter le désir des Allemands d'une réunification de leur pays en cherchant à démontrer que la participation de la République fédérale à l'alliance occidentale, non seulement n'est plus justifiée si tout risque de guerre est écarté, mais encore qu'elle constitue le principal obstacle à cette réunification. D'une manière plus générale, détruire tout le système d'alliances créé par l'Occident. Le voyage à Belgrade a effectivement affaibli le Pacte balkanique.

3) Par la stabilisation de la situation en Europe, obtenir la tranquillité nécessaire pendant un certain nombre d'an-

nées pour poursuivre un effort et résoudre des problèmes économiques internes.

4) A plus longue échéance, assurer les positions européennes de l'URSS pour pouvoir agir en Asie et ne pas y laisser le champ entièrement libre à la Chine. Il ne faut cependant pas surestimer cet élément ni s'imaginer que l'URSS envisage aujourd'hui déjà qu'un jour elle pourrait être dans la nécessité de s'allier avec les Etats-Unis contre une Chine qui serait devenue tentaculaire et dangereuse pour elle.

Il semble que, pour le moment, en Europe, l'URSS ait renoncé à poursuivre une politique idéologique conquérante par un appui ouvert donné aux partis communistes nationaux. En revanche, il est vraisemblable qu'elle continuera à encourager en Afrique comme en Asie les efforts de libération des peuples colonisés.

Il faut souligner que l'URSS entend donner à la détente un caractère spectaculaire. Elle entend en tirer des effets de propagande. Elle ne craint même pas les excès ni de tomber dans le mauvais goût, comme à l'occasion de la garden-party organisée dans la campagne du Maréchal Boulganine pour le corps diplomatique. Si certaines décisions ou attitudes excessives rendent la sincérité des Russes suspecte aux gens avertis, elles peuvent en revanche impressionner les masses et fournir des arguments aux communistes, défaitistes et neutralistes qui foisonnent dans les pays occidentaux.

La nouvelle politique soviétique est-elle sincère, c'est-à-dire l'URSS souhaite-t-elle réellement qu'un accord intervienne sur les problèmes qui divisent le monde communiste et l'autre? Est-elle disposée à une coexistence pacifique effective, à admettre que d'autres régimes que le sien soient durablement valables, et à les respecter?

Je n'en suis pas convaincu. A Genève, cet été, j'ai eu l'impression que l'atmosphère d'euphorie qui régnait autour des quatre Grands était singulièrement artificielle. (D'un bref échange de propos avec M. Eden, j'ai retiré le sentiment que celui-ci n'attachait pas une grande valeur à ce qui se passait - au contraire.) Je crois que ce que les Russes veulent avant tout, c'est obtenir par la détente la reconnaissance de fait des conquêtes qu'ils ont réalisées par la force à la suite de la guerre, c'est-à-dire une cristallisation de la situation actuelle en Europe.

A cette détente voulue et provoquée par l'URSS correspond aux Etats-Unis un affaiblissement de l'anticommunisme. Le maccarthysme paraît définitivement condamné.

Toutefois, les Américains sont beaucoup plus sceptiques que les Européens, notamment les syndicats ouvriers, sur les bonnes intentions soviétiques: ils restent sur leurs gardes.

Parallèlement à la détente en Europe, on assiste en Extrême-Orient, sinon à une détente, au moins à un apaisement, ou à un armistice de fait.

En Asie, deux grandes puissances aspirent à jouer un rôle de premier plan: la Chine et l'Inde. Il serait peut-être plus exact de dire que l'une des deux, la Chine, commence à jouer effectivement ce premier rôle, alors que la seconde, l'Inde, aspire à le jouer. On l'a vu à la Conférence de Bandoeng. L'influence de la Chine en Asie risque de se faire de plus en plus sentir. Elle est due en partie au succès des armées chinoises en Corée, où elles ont mis en échec les forces américaines. Mais elle me paraît due surtout au fait que le régime communiste chinois a poursuivi une politique nationaliste, qu'il élimine toutes les interventions étrangères, a supprimé les dernières traces du colonialisme et surtout que par ses propres forces le peuple chinois paraît en train de réussir, comme l'Union soviétique depuis la révolution d'octobre, à réaliser des progrès dans l'ordre économique et en particulier sur le plan industriel par ses propres moyens et sans l'aide de l'étranger. Il n'y a pas de doute que, dans des pays comme l'Inde, l'Indochine, la Birmanie, qui n'arrivent pas à résoudre leurs problèmes économiques et sociaux par les voies démocratiques, on ne soit tenté de voir dans le régime communiste chinois un exemple à suivre.

Il y a une année, on pouvait craindre que les relations entre la Chine et les Etats-Unis ne s'enveniment au point qu'un conflit armé éclate à propos de Formose. De part et d'autre, des déclarations avaient été faites et des positions prises qui pouvaient faire craindre le pire. Aujourd'hui, la situation paraît s'être apaisée. A la Conférence de Bandoeng, Chou En-lai a fait la proposition de négocier directement avec les Etats-Unis. Cette proposition n'eut pas de suites immédiates. Mais un cessez-le-feu tacite a depuis lors été observé dans le détroit de Formose. Quelques mois plus tard, le 1er août de cette année, des conversations se sont engagées à Genève entre l'ambassadeur de Chine à Varsovie et l'ambassadeur des Etats-Unis à Prague. Une heure avant l'ouverture de cette conférence, un de ses buts était atteint, à savoir la libération par la Chine de 11 des 13 aviateurs condamnés et retenus en Chine. Les conversations ne continuent plus que sur le rapatriement d'une quarantaine de civils américains et des étudiants chinois qui se trouvent aux Etats-Unis. Il n'est pas exclu qu'un accord intervienne sur ces deux questions. Le dernier point à l'ordre du jour concerne les "autres problèmes en suspens". Ceux-ci ne pourront pas être résolus en quelques jours de négociation. Les principaux d'entre eux devront être renvoyés à d'autres conférences. Ces autres problèmes sont:

- 1) le cessez-le-feu dans la région de Formose. La Chine, qui n'est pas en guerre avec les Etats-Unis, n'est pas disposée à signer un accord sur cette question. Les Etats-Unis paraissent l'avoir compris et cherchent seulement à obtenir de Pékin une déclaration unilatérale selon laquelle la Chine s'engagerait à renoncer à recourir à la force pour régler des différends internationaux;

- 2) les îles côtières et Formose. C'est une question que Chou En-lai voudrait traiter directement avec ce qu'il appelle "les autorités locales de Formose". Elle n'est pas près d'être résolue. Mais il ne semble pas que, pour le moment, la Chine veuille recourir à une guerre pour lui donner une solution;
- 3) l'admission de la Chine à l'ONU. Les dirigeants chinois attachent une très grande importance à cette question. Jusqu'à présent, les Etats-Unis se sont opposés à cette admission. Mais il n'est pas exclu que, si l'armistice de fait actuel est respecté et si les problèmes secondaires, comme celui des Américains retenus en Chine, trouvent une solution, l'admission de la Chine à l'ONU puisse être envisagée. Les Etats-Unis pourraient s'abstenir au vote.

On constate donc un changement très sensible dans l'attitude des Etats-Unis à l'égard de la Chine. Ce changement a été rendu possible par l'accroissement du prestige d'Eisenhower et par l'élimination de la fraction MacCarthy, qui ont permis à l'administration d'adopter enfin une ligne de conduite raisonnable et conforme à la logique des événements.

En conclusion, on peut envisager que le risque d'une nouvelle guerre est écarté pour le moment. Cela ne signifie pas que les chances de règlement des problèmes actuels en soient augmentées. Si un adversaire est sûr que l'autre est décidé à ne pas recourir à la guerre pour résoudre un conflit, il aura tendance à ne pas faire de concessions. La conséquence en est une cristallisation de la situation actuelle. A cet égard, la détente profite avant tout à l'URSS, aussi dans une certaine mesure à la Chine, au moins en Corée, alors qu'à Formose ce sont plutôt les Américains qui en bénéficient.

Même d'ailleurs si le risque d'une guerre générale paraît éliminé, des foyers de trouble et d'agitation subsistent, en particulier dans le Proche Orient, où l'animosité entre Israël et les Etats arabes ne désarme pas, et en Afrique du Nord, où la situation devient de plus en plus difficile pour la France. Le monde musulman entend secouer à son tour la tutelle des Occidentaux. Il est probable que, si les hostilités devaient reprendre entre Israël et les Etats arabes, le conflit resterait localisé. L'URSS soutiendrait vraisemblablement les Arabes. La position des Occidentaux serait beaucoup plus délicate. Ils ne pourraient prendre parti pour Israël sans compromettre gravement leurs intérêts économiques et politiques dans les pays arabes. Ils ne pourraient soutenir ces derniers contre les Israéliens à cause de leurs nationaux coreligionnaires de ceux-ci. Il n'est pas douteux que les Occidentaux, en particulier les Américains et les Anglais, multiplieront leurs efforts pour empêcher une reprise des hostilités, et ont de sérieuses chances d'y parvenir.

Quant à la position de la France en Afrique du Nord, elle devient inextricable. Cette position s'est affaiblie en partie

à cause de l'incapacité du gouvernement d'arrêter une politique. Il faut reconnaître à sa décharge qu'il n'est pas facile de fixer cette politique. Les intérêts en jeu dans ces pays sont contradictoires, bien qu'ils soient les uns et les autres plus ou moins légitimes. Il y a d'un côté les indigènes qui invoquent le droit de disposer d'eux-mêmes consacré par la Charte des Nations Unies et par toute l'évolution des idées **actuelles**, de l'autre les colons, dont l'esprit d'initiative, l'intelligence et le travail ont fait prospérer ces régions, malheureusement sans que les populations indigènes aient profité substantiellement de cette prospérité. Aujourd'hui, ces populations sont fanatisées. Il est probablement trop tard pour la France de vouloir chercher une issue dans des mesures d'ordre social ou dans une réforme agraire. Le temps des solutions raisonnables est passé. Une répression par la force des tentatives de libération n'est guère possible non plus, à cause de l'opinion publique en France même et dans le reste du monde, en particulier aux USA. Un règlement définitif des problèmes de l'Afrique du Nord est loin d'être en vue. Il est difficile de se rendre compte aujourd'hui de ce que ce règlement pourrait être. On ne peut guère être optimiste, et cela d'autant moins que la France n'est ni soutenue ni même approuvée par ses Alliés, en particulier les Américains.

La détente s'est manifestée notamment par quatre événements sur lesquels je voudrais revenir brièvement. Ce sont:

- 1) la signature du traité d'Etat avec l'Autriche,
- 2) le voyage à Belgrade des dirigeants soviétiques,
- 3) la Conférence des quatre Grands à Genève,
- 4) la Conférence qui s'est tenue à Genève également sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Parmi les événements de cette année, il y en a un qui nous touche particulièrement: c'est l'accord intervenu sur l'Autriche et la proclamation de la neutralité autrichienne.

Nous devons nous réjouir sans réserve de ce qu'un pays voisin et ami du nôtre ait été libéré après dix ans d'occupation étrangère. Mais nous devons aussi examiner quelles sont les conséquences de la neutralisation de l'Autriche.

Au point de vue militaire, le traité d'Etat constitue un affaiblissement pour l'Occident. Aussi longtemps que les Alliés, en particulier les Américains, avaient des troupes en Autriche, une attaque contre ce pays venant de l'Est aurait été une attaque dirigée aussi contre les Alliés. Aujourd'hui, la frontière du monde occidental est reportée, au point de vue militaire, à la frontière occidentale de notre pays. En cas de nouveau conflit en Europe, il n'y aurait pratiquement aucun obstacle entre l'Europe communiste et la Suisse. Nous pourrions très rapidement avoir des troupes russes à nos frontières. Par ailleurs, les alliés occidentaux perdront les possibilités de liaison nord-sud assurées par le Brenner. Ils pourraient être tentés de nous demander l'autorisation de faire passer

des troupes sur notre territoire et d'utiliser nos cols et nos tunnels. La situation de notre pays en cas d'une nouvelle guerre en Europe pourrait ainsi devenir inconfortable, voire dangereuse.

On peut se demander aussi si la neutralisation de l'Autriche constitue un renforcement ou un affaiblissement de notre propre neutralité. Il est difficile de répondre à cette question. Je serais enclin à dire: ni l'un ni l'autre. Il n'est pas sans intérêt pour nous qu'après avoir été vivement critiquée, qu'après que le droit pour un pays d'être neutre ait même été contesté, l'utilité de la neutralité soit de nouveau reconnue par les grandes puissances. Mais, d'un autre côté, on pourrait faire valoir comme élément négatif le fait que, par la neutralisation de l'Autriche, la neutralité suisse cesse d'avoir un caractère exceptionnel, unique. En définitive, je crois qu'il ne faut pas trop craindre les comparaisons entre la neutralité de l'Autriche et celle de la Suisse. Les deux pays sont dans des situations tout à fait différentes, historiquement, politiquement et au point de vue de la défense nationale. Cette différence se manifesterait en particulier au moment où l'Autriche adhérerait aux Nations Unies sans qu'un statut spécial lui soit accordé.

On a déjà émis l'idée en Suisse qu'à la suite des décisions intervenues sur l'Autriche, notre pays devrait chercher à adhérer aux Nations Unies, ou encore qu'il devrait s'efforcer d'obtenir maintenant une reconnaissance de sa neutralité de la part des Etats-Unis et de l'URSS. Il me paraîtrait tout à fait inopportun de nous engager dans l'une ou l'autre de ces voies. Nous devons éviter de nous mettre en quelque sorte à la remorque de l'Autriche, et aussi de donner l'impression que nous cherchons à exploiter à notre profit la situation actuelle. Nous renforçons davantage notre neutralité en laissant aux grandes Puissances le soin d'en reconnaître et d'en proclamer les mérites, comme elles l'ont fait ces derniers mois, plutôt que d'entreprendre auprès d'elles des démarches dont le résultat est incertain.

La visite du Maréchal Boulganine et de M. Krouchtchev à Belgrade constitue un acte de **contrition** des Russes. Elle est à peu près aussi surprenante, suivant un mot d'un diplomate finlandais, que si, au 16e siècle, le pape s'était déplacé à Wittemberg pour y rencontrer Luther. On peut évidemment épiloguer sur les raisons de ce voyage, qui a été un éclat, et sur les buts poursuivis par ses auteurs. Ceux-ci désiraient sans doute mettre fin à une brouille, améliorer les relations entre les deux pays et affaiblir ou même torpiller l'alliance balkanique en faisant la démonstration de son inutilité.

Mais vraisemblablement les Russes cherchaient à obtenir davantage. Ils ont pu considérer cette réconciliation avec les Yougoslaves comme une étape nécessaire dans la liquidation de la guerre froide. Ils ont voulu prouver aux yeux du monde la sincérité du revirement de leur politique. Ils ont peut-être même vu encore plus loin en considérant que la Maréchal Tito pourrait, comme

le Pandit Nehru, devenir un agent actif de leur nouvelle politique. Ce voyage à Belgrade a démontré que, pour les Russes, les questions de prestige sont secondaires et que, lorsqu'il faut atteindre des résultats concrets, on sacrifiait le prestige à la réalité. On prend même des risques, puisque par l'accord qu'il a réalisé avec le Gouvernement yougoslave, le Gouvernement soviétique a reconnu que le communisme ne devait pas nécessairement garder le caractère monolithique qu'il avait eu jusqu'à présent, mais qu'on pouvait envisager un communisme national adapté à chaque pays.

Cette visite à Belgrade a été un grand succès pour le Maréchal Tito, qui n'a d'ailleurs pas accueilli les Russes à bras ouverts et qui a su garder ses distances. Il est possible que cet événement l'encourage à essayer de jouer un rôle international du genre de celui que le Pandit Nehru s'est attribué. Quels que soient les mérites de personnalités comme Nehru et Tito, je doute qu'ils puissent exercer une influence décisive sur l'évolution des événements. La faiblesse économique et sociale de leur pays ne le leur permet pas.

Il ne faut pas être trop sévère dans les jugements qu'on porte sur la Conférence de Genève. Celle-ci a donné exactement les résultats qu'on pouvait en attendre. Elle était sans doute nécessaire, du point de vue de l'opinion publique en France et en Grande-Bretagne. Mais sa durée était trop brève et sa préparation trop insuffisante pour qu'elle pût permettre de résoudre un problème quelconque. Elle a cependant démontré que, pour le moment, aucun gouvernement ne songeait à recourir à la guerre pour régler les conflits en suspens. Il n'est pas exclu que l'attitude ouverte du Président Eisenhower ait pu atténuer la méfiance des Russes et peut-être les convaincre que les Etats-Unis ne préparent pas une guerre préventive contre eux. A Genève, si rien n'a été réglé, rien n'a été compromis.

Toutefois, il n'y a aucun indice que la solution des difficultés actuelles ait été préparée ou facilitée. La Conférence a passé, les problèmes demeurent intégralement: celui de l'Allemagne, celui des Etats satellites. Sur l'un comme sur l'autre, les positions sont prises. Elles restent opposées.

Sur le problème allemand, il est difficile d'émettre aujourd'hui une opinion et de faire des pronostics. Il me paraît probable que de plus en plus l'évolution de ce problème dépendra des Allemands eux-mêmes plus que de leurs alliés occidentaux. Elle tendra à devenir un problème allemand interne. Il n'y a pas de doute que la détente est moins favorable que la guerre froide à la politique du Chancelier Adenauer, puisqu'elle lui enlève une partie de sa justification. Tant que l'Allemagne aura son gouvernement actuel, un changement de politique est peu probable. Mais en cas de renversement de la majorité, une nouvelle évolution n'est pas exclue, qui pourrait présenter des risques pour l'Allemagne elle-même et pour le monde occidental.

- 11 -

A l'égard de l'Allemagne encore, l'URSS a fait un geste spectaculaire en invitant le Chancelier Adenauer à Moscou. On discutera de l'établissement de relations diplomatiques, d'échanges culturels et économiques, peut-être même de la réunification. D'une manière générale, on considère qu'il n'y a aucune chance pour que sur le problème fondamental de la réunification un accord puisse intervenir. Mais il n'y a pas de doute que, par ces conversations, l'URSS cherche à agir sur l'opinion publique allemande et tente peut-être de compromettre le Chancelier Adenauer, qui risque de retourner à Bonn les mains vides, et la politique qu'il poursuit avec tant de fermeté et de ténacité. Il paraît vraisemblable que l'Union soviétique désire le maintien du statu quo en Allemagne, parce qu'aujourd'hui tout changement ne pourrait s'opérer qu'à son détriment.

La Conférence sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique a été qualifiée par un des savants qui y ont participé de "grand moment de la science universelle". Le secret qui entourait les recherches atomiques y a été levé. Il n'y a pas de doute que la découverte de la nouvelle source d'énergie qu'on trouve dans l'atome posera de nombreux problèmes. L'énergie atomique est inépuisable et l'on envisage que son coût sera sensiblement inférieur à celui de toute autre forme d'énergie actuellement disponible dans le monde. La Conférence de Genève a peut-être marqué le début d'une collaboration internationale, non pas seulement sur le plan scientifique et entre les pays susceptibles de procéder à des recherches, mais d'une collaboration universelle grâce à laquelle les pays sous-développés pourraient participer à un relèvement général du niveau de vie des populations du monde. La Suisse entend ne pas rester en arrière dans cette évolution et cherchera à s'associer aussi largement et activement que possible aux efforts collectifs accomplis sur le plan mondial et européen en vue de faire progresser cette science nouvelle.

En Extrême-Orient, un problème continue à nous intéresser: celui de la Corée. Le Gouvernement de la Corée du Sud cherche par tous les moyens à empêcher que la Commission neutre, et en particulier ses membres communistes, ne continuent à exercer leur activité sur son territoire. Jusqu'à présent, les Etats-Unis se sont opposés à ce que le Gouvernement sud-coréen réalise son intention d'expulser les délégués polonais et tchécoslovaques. Toutefois le Gouvernement américain est désireux de mettre fin à l'activité de la Commission neutre de contrôle. En revanche, le Gouvernement chinois tient à ce que la Commission soit maintenue. Il déclare considérer sa présence comme indispensable à la paix. La Suède et la Suisse ont le désir de retirer leur délégation. Cependant, le Conseil fédéral a estimé jusqu'à présent et estime encore que la Suisse a accepté un mandat pour le compte des deux parties et que nous devons éviter de faire le jeu de l'une ou de l'autre. Nous n'avons ainsi pas donné suite au vœu exprimé par les Etats-Unis tendant à ce que nous retirions notre délégation. En revanche, nous avons cherché à obtenir une réduction du nombre des membres de la Commission neutre par la suppression d'équipes fixes stationnées à

- 12 -

différents points d'entrée en Corée du Nord et du Sud. La Commission neutre a fait une démarche dans ce sens auprès de la Commission militaire d'armistice, qui s'est ralliée il y a quelques jours à cette proposition.

Nous considérons cette mesure comme une étape seulement. Le Département d'Etat vient de nous remettre un aide-mémoire dans lequel il exprime le voeu que nous fassions des démarches en vue de la suppression de toutes les équipes fixes et du repliement de tous les membres de la Commission dans la zone neutre de Panmunjom, ou ce qui serait encore mieux, que nous décidions de retirer notre délégation et de mettre fin ainsi à l'activité de la Commission.

Nous avons toujours estimé qu'il appartenait aux parties ^{ex-}belligérantes qui ont conclu l'armistice de prendre elles-mêmes, soit d'entente entre elles, soit unilatéralement, la décision de supprimer la Commission neutre. Nous n'avons pas à prendre la responsabilité, ni directement ni indirectement, d'une telle mesure, qui pourrait éventuellement conduire à une rupture de l'armistice et à une reprise des hostilités. Même si ces conséquences sont improbables, elles ne peuvent pas être absolument exclues.

Nous verrons de quelle manière nous répondrons à l'aide-mémoire américain.

Si on cherche à voir les choses non plus seulement sous l'angle du présent et de l'immédiat, mais de l'évolution historique, il me semble qu'on doit faire ces constatations:

La race blanche a perdu sa suprématie: les autres races ne reconnaissent plus celle-ci. L'Europe et les USA ne peuvent plus prétendre à diriger les affaires du monde. Sur le plan scientifique, technique, industriel, ils gardent une avance sensible. Mais dans certains domaines ils paraissent déjà rattrapés par l'URSS, qui, politiquement, est dans une situation plus avantageuse vis-à-vis des autres races et des autres continents, parce qu'elle prend leur parti et soutient idéologiquement et matériellement leurs efforts de libération. Elle est ainsi du bon côté.

Une guerre pour ou contre le communisme paraît de plus en plus improbable, et cela d'autant moins que le communisme perdra vraisemblablement son caractère monolithique: déjà maintenant il y a un communisme russe, chinois, yougoslave. En revanche, la lutte continuera entre les deux systèmes, mais elle aura moins un caractère international; elle sera moins inspirée par une idéologie qu'elle ne dépendra de faits déterminés. En Asie et en Afrique, les chances du communisme sont dues à ce qu'il s'identifie à l'anticolonialisme, qu'il est associé au nationalisme; elles sont dues aussi à l'exemple chinois et au fait que les régimes démocratiques et parlementaires à l'occidentale sont peu adaptés au degré de développement de ces pays.

En Europe et en Amérique du Sud, les succès ou les échecs du communisme dépendront de l'aptitude ou de l'incapacité des

gouvernements et des régimes à supprimer ou à atténuer les injustices sociales.

Sans méconnaître l'importance que gardent et l'influence que continueront à exercer sur les affaires du monde les oppositions idéologiques, il me semble que cette importance et cette influence - au moins pour un temps - diminueront plutôt et que déjà maintenant l'on revient à la politique internationale traditionnelle, où chaque Etat défend ses propres intérêts. Un phénomène d'ailleurs inquiétant est la disproportion qui existe entre la puissance matérielle et militaire des grands Etats (URSS, USA, demain la Chine) et celle des autres pays. Or, de ces trois grands Etats, aucun n'appartient à l'Europe. Dans une certaine mesure, l'avenir de l'Europe lui échappe.

Il est possible que la détente continue, même si elle ne permet pas de résoudre les problèmes en suspens: en Europe le problème allemand et celui des pays satellites, sur un plan plus large le désarmement. La détente risque ainsi d'agir comme un soporifique ou un émoullient sur l'opinion publique occidentale, qui s'habituerait à un état de choses inacceptable: l'Allemagne divisée et surtout l'asservissement des pays satellites (ce qui est beaucoup plus grave du point de vue humain).

Mais la détente peut aussi avoir des effets positifs. Des échanges entre l'Est et l'Ouest, des prises de contacts entre les peuples peuvent exercer une influence sur l'évolution du régime soviétique. Tout régime politique s'altère, évolue, s'assouplit. Un rapprochement réel entre l'Est et l'Ouest n'est à la longue pas exclu. Mais je voudrais me garder de prophétiser. On en est réduit à des hypothèses.

Pour la Suisse, je ne vois actuellement aucune raison de modifier la ligne que nous suivons depuis la fin de la guerre, de prendre des initiatives, de vouloir jouer un rôle plus actif dans les affaires internationales, à moins d'en être sollicités. Il n'y a pas de doute que la réserve que nous avons observée dans le domaine de la politique pure, l'esprit de collaboration que nous manifestons quand l'occasion se présente, quitte à prendre certains risques, ont plutôt renforcé notre position internationale. Les conférences importantes qui se sont réunies à Genève l'an dernier et cette année, qui ont attiré dans notre pays, de tous les continents, les hommes d'Etat les plus éminents de ce temps, me paraissent faire plus que jamais de la Suisse un lieu de rencontre. Si les affaires du monde doivent s'améliorer, c'est par cette voie: celle des conférences, des conversations, des négociations qu'elles le pourront.

Il ne faut cependant pas que le rôle modeste mais utile que notre pays doit continuer à jouer nous donne un sentiment de trop grande sécurité. Nous devons rester critiques et vigilants et, à l'égard de la détente, nous tenir à mi-chemin entre le scepticisme et l'optimisme, l'espoir au coeur, mais les yeux ouverts.
